

Nouveaux statuts de la LCR Et la dictature du prolétariat ?

Les nouveaux statuts de la LCR, votés lors de son dernier congrès, ne font plus référence à la notion de "dictature de prolétariat". Explications.

Le XV^e congrès de la LCR vient d'adopter de nouveaux statuts qui, entre autres modifications, ne font plus référence à la notion de "dictature du prolétariat". En réalité, cela fait de nombreuses années que les documents adoptés par la LCR n'utilisent plus cette formulation. Néanmoins, l'écho médiatique donné à cette décision du congrès de la Ligue constitue une bonne occasion de faire le point sur la question.

Quelques médias se sont crus autorisés à établir un parallèle entre notre décision et celle, plus ancienne, du Parti communiste français d'abandonner cette référence. Parallèle abusif, qu'il s'agisse du fond ou de la forme. Lorsque Georges Marchais en fait l'annonce en 1976, c'est à la télévision, en direct, sans aucun débat parmi les militants communistes. Nos nouveaux statuts ont été adoptés par 85 % des délégués à notre congrès, à l'issue d'un débat de plusieurs mois qui a traversé toute la Ligue. Et puis, surtout, la décision du secrétaire général du Parti communiste exprimait la renonciation de cette organisation à tout objectif de changement radical et à tout projet de renversement du système capitaliste et de ses institutions, ainsi que sa volonté de s'insérer dans le jeu politique traditionnel. A l'inverse, notre objectif est de prendre en compte les leçons des expériences révolutionnaires du siècle dernier afin d'actualiser la manière dont nous formulons aujourd'hui notre projet socialiste et notre stratégie révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme.

Concentration du pouvoir

Dans l'histoire de la pensée marxiste, la notion de "dictature du prolétariat" a été employée dans une double acception. La première renvoie au constat que, dans une société où subsistent des classes sociales, tout Etat peut être caractérisé comme une dictature de classe, c'est-à-dire comme la domination d'une classe sociale sur une autre. Elle évoque l'inéluctable concentration du pouvoir dans les mains de l'une des deux classes fondamentales de la société et pointe l'alternative : dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat. La deuxième acception de la dictature du prolétariat, plus circonstancielle, qualifie un régime politique lié à une situation d'exception. Lors de la crise révolutionnaire qui vise au renversement des classes dominantes et à l'établissement d'un nouveau pouvoir, se met en place une dictature révolutionnaire, un régime qui concentre tous les pouvoirs et qui, face à l'ennemi, utilise des mesures d'exception (y compris des mesures restreignant les libertés démocratiques), le temps de stabiliser les nouvelles institutions révolutionnaires. C'est ce sens qui a été donné à la "dictature jacobine", tant par Robespierre que par Lénine dans ses analogies entre la "dictature des ouvriers et des paysans" lors de la Révolution russe et les formes politiques des gouvernements les plus radicaux de la Révolution française.

Dans la Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt, Marx et Engels élargissent ces définitions en leur donnant un contenu plus général, celui d'une transition entre le capitalisme et le communisme : "Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du

prolétariat." Marx et Engels se réfèrent alors directement aux mesures révolutionnaires et aux caractéristiques institutionnelles décidées, en 1871, par la Commune de Paris pour définir le contenu de la dictature du prolétariat.

La Commune est présentée comme la première expérience de "gouvernement de la classe ouvrière" ou de "dictature du prolétariat". Marx, puis Lénine, dans *L'Etat et la Révolution*, en souligneront les principales caractéristiques : le peuple en armes, la Commune (forme politique de la démocratie directe), la destruction de la vieille machine d'Etat, la propriété publique et sociale et la coopération des producteurs. Ils oublieront, en revanche, de signaler que la Commune constituait aussi une tentative de combiner démocratie directe et suffrage universel.

Démocratie révolutionnaire

Ces grandes lignes restent, aujourd'hui encore, le noyau dur d'un programme de démocratie révolutionnaire. Mais elles ne peuvent plus être associées au concept de dictature du prolétariat. Pour nos "pères fondateurs", le régime de la dictature du prolétariat devait représenter, par son essence même, "l'épanouissement suprême de la démocratie prolétarienne" (Trotsky, *OEuvres*, tome v, p. 206-207). Le bilan que nous tirons aujourd'hui, d'abord de la contre-révolution stalinienne mais aussi des erreurs des bolcheviks, nous a conduits à écarter cette notion de nos références programmatiques. Bien sûr, il importe de distinguer la Révolution russe (et les erreurs commises par les bolcheviks au cours du processus révolutionnaire) de la contre-révolution stalinienne, véritable négation de cette même révolution au profit d'autres intérêts sociaux, ceux de la bureaucratie. Par la suite, les staliniens ont utilisé la notion de dictature du prolétariat pour justifier la destruction de toute trace de vie démocratique dans la classe ouvrière et la société russe. Ainsi, contre l'esprit et la lettre des fondateurs du marxisme, cette notion a été chargée d'un autre contenu, au point d'être aujourd'hui assimilée à l'une des principales armes de la contre-révolution. Mais il faut aussi revenir sur les erreurs des révolutionnaires russes. Au nom de la dictature révolutionnaire du prolétariat, conçue comme un régime d'exception dans des circonstances exceptionnelles, Lénine, Trotsky et beaucoup d'autres dirigeants bolcheviks ont pris des mesures qui ont progressivement asphyxié la démocratie au sein des nouvelles institutions révolutionnaires.

On a assisté à la substitution du pouvoir du parti à la démocratie des soviets, à la perte de substance des conseils et comités, au refus de convoquer une nouvelle assemblée constituante, puis à l'interdiction des tendances au sein même du parti bolchevik. L'exercice de la dictature du prolétariat en Russie, y compris entre 1918 et 1924, s'est traduit par la fusion de l'Etat et du parti, ainsi que par la suppression progressive de toutes les libertés démocratiques. Cette expérience historique dramatique a rendu caduque l'utilisation d'une telle notion. La dictature du prolétariat est aujourd'hui chargée d'une telle signification historique, marquée par le rejet des formes de la démocratie politique, qu'il est impossible de présenter nos conceptions du pouvoir des travailleurs ou de la démocratie socialiste comme le régime de la dictature du prolétariat. Sans compter qu'à la suite de toutes les expériences historiques du XXe siècle, le mot "dictature", avec ou sans qualificatif, est désormais abhorré. En premier lieu par nous-mêmes.

Notre projet ? Le socialisme autogestionnaire, la démocratie sans limites, le pouvoir des travailleurs et des travailleuses, c'est-à-dire de l'immense majorité de la population, contre la dictature des actionnaires.

